

Réponses de Laurence Abeille, candidate aux élections législatives.

le 07/06/2017

Vous allez vous présenter aux suffrages des électeurs vincennois, fontenaysiens et saint-mandéens. Candidats dans une circonscription incluant Val-de-Fontenay, deuxième pôle intermodal d'Ile-de-France après la Défense, les transports publics sont au cœur des préoccupations des électeurs de votre circonscription. Dans ce contexte, nous demandons à tous les candidats et candidates de bien vouloir préciser leur position sur les sujets suivants :

- approuvez-vous le projet de prolongement de la ligne 1 de Château-de-Vincennes à Val-de-Fontenay ?*

Nous nous connaissons depuis longtemps et vous savez mon engagement constant pour ce projet, ainsi que ma disponibilité. Soyez assurés que je continuerai à tout mettre en oeuvre pour son aboutissement dans les meilleurs délais.

- estimez-vous que la date envisagée pour la mise en service de ce projet (horizon 2030) est trop éloignée et doit être rapprochée, par exemple à 2025 comme notre association et de nombreux élus le demandent ?*

Cette date peut techniquement être rapprochée, c'est aussi de bon sens au regard des besoins et de l'organisation des différents chantiers d'infrastructures. Donc il faut se mobiliser fortement en ce sens, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire.

- approuvez-vous la demande unanime des élus du Val-de-Marne d'accélérer la réalisation de la ligne 15 Est du Grand Paris Express, actuellement phasée et programmée pour 2025 de Saint-Denis à Rosny - Bois-Perrier et seulement à l'horizon 2030 pour le tronçon Rosny-Bois-Perrier - Val-de-Fontenay - Champigny ?
Demanderez-vous la réalisation sans phasage de la ligne 15 Est pour une mise en service complète en 2025 ?*

Je suis tout à fait d'accord avec la demande des élus du Val de Marne. 2025 doit être la date "phare" de la mise en service !

- quelles sont les actions que vous comptez mener au niveau national afin de promouvoir ces demandes ?*

Il y a plusieurs moyens d'action, à mettre en oeuvre de façon la plus concertée possible avec les élus locaux, les associations d'usagers, la SGP, votre association, etc.

Pour commencer, j'organiserai à l'Assemblée nationale une réunion de travail avec les différents acteurs et le ministère.

Il faudra poursuivre avec des interventions écrites et orales en particulier pour la loi de finances.

Egalement intervenir auprès d'autres ministères - santé, écologie par exemple - sur la question de l'impact sanitaire et environnemental des délais trop long sur la mise en service des transports collectifs.